

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 15479

Numéro SIREN : 840 529 903

Nom ou dénomination : A.R.C.

Ce dépôt a été enregistré le 21/06/2018 sous le numéro de dépôt 61581

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 21-06-2018

N° DE DEPOT : 2018R061581

N° GESTION : 2018B15479

N° SIREN : 840529903

DENOMINATION : A.R.C.

ADRESSE : 13 rue de Bassano 75116 Paris

DATE D'ACTE : 17-04-2018

TYPE D'ACTE : Certificat

NATURE D'ACTE : Attestation bancaire



Création de Société par Actions Simplifiée

ATTESTATION DE BLOCAGE DU CAPITAL SOCIAL

La banque ci-après :

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL CIC PARIS CHAMPS ELYSEES, 24 RUE DE MARIGNAN 75008 PARIS déclare et atteste avoir reçu en dépôt la somme de 5 000 €.

Monsieur Ali CHERIF, représentant de la société A.R.C S.A.S., Société par Actions Simplifiée actuellement en voie de formation dont le siège social se situe 13 RUE DE BASSANO 75116 PARIS, déclare que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital social correspondant aux apports en numéraire de la Société par Actions Simplifiée en formation, ainsi qu'il a été versé par l'ensemble des actionnaires.

Liste des actionnaires	Nombre d'actions	Somme versée
Ali CHERIF	255	2 550 €
Razika CHERIF	245	2 450 €

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial :

30066 10071 00020314201 04

jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation. Sans production de ce certificat dans le délai de six mois à compter du dépôt de fonds, la somme susvisée pourra être débloquée :

- soit entre les mains du mandataire désigné par l'ensemble des souscripteurs,
- soit entre les mains du mandataire désigné par décision de justice passée en force de chose jugée.

La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

Le 17 avril 2018

Le déposant
("lu et approuvé" + signature)

W el approve

Mireille CHEVROT-BRUN
Chargé d'Affaires Professionnels
0 820 321 962

JST14

C. Ali

A.R.C.
Société par Actions Simplifiée au capital de 5 000 Euros
Divisé en 500 actions de 10 Euros

Siège social :
13, Rue de Bassano – 75116 PARIS

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

CAPITAL = 5.000 €
NOMBRE D'ACTIONS = 500
VALEUR NOMINALE = 10 €
LIBERATION INTEGRALE A LA SOUSCRIPTION

REPARTITION DES ACTIONS		ETAT DES VERSEMENTS	
NOM, PRENOM, ADRESSE DES SOUSCRIPTEURS	NOMBRE D'ACTIONS SOUSCRITES	MONTANT NOMINAL DES ACTIONS SOUSCRITES EN EUROS	MONTANT DES VERSEMENTS EFFECTUES EN EUROS
- M. Ali CHERIF 81 Boulevard Richard Wallace 92 800 PUTEAUX	255	10	2550 €
- Mme Razika CHERIF 81 Boulevard Richard Wallace 92 800 PUTEAUX	245	10	2 450 €
TOTAL	500		5 000 €
<i>Le présent état constatant la souscription de 500 actions de la société A.R.C. ainsi que le versement de la totalité du montant nominal desdites actions, soit la somme de 5 000 Euros, est certifié exact, sincère et véritable par Monsieur Ali CHERIF Président et fondateur de la société</i>			

FAIT A PARIS
LE 17 AVRIL 2018

M. Ali CHERIF



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 21-06-2018

N° DE DEPOT : 2018R061581

N° GESTION : 2018B15479

N° SIREN : 840529903

DENOMINATION : A.R.C.

ADRESSE : 13 rue de Bassano 75116 Paris

DATE D'ACTE : 01-06-2018

TYPE D'ACTE : Statuts constitutifs

NATURE D'ACTE :

A.R.C

**Société par actions simplifiée au capital de 5 000 €
13 rue de Bassano – 75116 PARIS**

STATUTS

RL

CA

LES SOUSSIGNES :

Monsieur Ali CHERIF, né le 11 décembre 1958 à Tunis (Tunisie), de nationalité française, demeurant : 81 boulevard Richard Wallace – 92800 PUTEAUX

Madame Razika CHERIF née BOUZID, née le 14 octobre 1964 à Bargemon (Var), de nationalité française, demeurant 81 boulevard Richard Wallace – 92800 PUTEAUX

ONT ETABLI, AINSI QU'IL SUI, LES STATUTS DE LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE QU'ILS ONT DECIDE DE CONSTITUER :

BC

CA

Titre I - Forme – Dénomination – Objet – Siège – Durée

1. Forme

La Société est une Société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur notamment par les dispositions du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

2. Dénomination

La dénomination sociale est :

A.R.C

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

3. Objet

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'acquisition et l'exploitation de tous fonds de commerce de cafés, restaurants, hôtels ;
- La participation directe ou indirecte dans toutes autres entreprises comme dans toutes opérations immobilières, financières, commerciales ou industrielles, et plus particulièrement dans le domaine de la restauration et de l'hôtellerie, et toutes les activités s'y rattachant ;
- L'achat, la vente, la commercialisation (commission...), la représentation de tous produits alimentaires manufacturés ou non et plus particulièrement de produits se rattachant à la restauration et à l'hôtellerie ;
- L'étude, la création, la mise en valeur, l'exploitation, la direction, la gérance, l'organisation, le financement et le contrôle de toutes affaires se rapportant à cette activité qu'elles soient commerciales, financières ou immobilières, ou à toutes autres activités similaires ou connexes ;
- Le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers et en participation sous quelque forme que ce soit, notamment par voie de création de société, de souscription, de commandite, de fusion ou d'absorption, d'avance, d'achat et de vente libre de titres et droits sociaux, de cession ou de location de tout ou partie de ses biens et droits mobiliers ou immobiliers ou par tout autre mode.

4. Siège social – Succursales

Le siège de la Société est à PARIS (75116) - 13 rue de Bassano

Il peut être transféré en tout endroit par décision des associés.

RC

en

5. Durée

La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Titre II - Capital – Actions

6. Apports

Il a été apporté à la Société, lors de sa constitution, en numéraire :

- par Monsieur Ali CHERIF, une somme de 2.550 Euros,	
soit	2. 550 Euros
- par Madame Razika CHERIF, une somme de 2.450 Euros,	
soit	2.450 Euros

Soit ensemble la somme de 5.000 Euros, ci	5.000 Euros

Laquelle somme de CINQ MILLE EUROS (5.000 Euros) a été déposée par les associés, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation à la Banque CIC, Agence Paris Champs Elysées en date du 17 Avril 2018.

7. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 5 000 € – CINQ MILLE EUROS. Il est composé de 500 – CINQ CENT actions de numéraire de 10 € – DIX EUROS chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

- Monsieur Ali CHERIF,	
à concurrence de DEUX CENT CINQUANTE CINQ actions, ci	255 parts
- Madame Razika CHERIF,	
à concurrence de DEUX QUARANTE CINQ actions, ci	245 parts

Total égal au nombre d'action composant le capital social,	
Soit CINQ CENTS actions, ci	500 actions

8. Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'associé unique sur rapport du Président de la Société.

L'associé unique peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

9. Libération des actions

Toutes les actions d'origine formant le capital initial et représentant des apports en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

RC

CA

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, soit à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

10. Réduction du capital social

La réduction du capital est autorisée ou décidée par les associés qui peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

11. Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

12. Cession et transmission des actions

1 – La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du titulaire sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

2 – Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

3 – La cession ou transmission des actions des associés est libre.

4 – En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est libre.

5 – La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes.

RC

CA

13. Droits et obligations attachés aux actions

- 1 – Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.
- 2 – L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Titre III - Direction et contrôle de la Société

14. Président

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par les associés qui peuvent le révoquer à tout moment.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président ou dirigeant, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président ou dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

15. Pouvoirs du Président

- 1 – Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Les décisions des associés limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

- 2 – Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et les présents statuts.

16. Autres dirigeants

Sur la proposition du Président, les associés peuvent nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales.

Les autres dirigeants sont révocables à tout moment par les associés sur la proposition du Président ; en cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec le Président, les associés déterminent l'étendue et la durée des pouvoirs des dirigeants.

17. Rémunération des dirigeants

La rémunération du Président et celle des autres dirigeants est déterminée par les associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

RC

CA

18. Conventions

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 227-10 du Code de commerce, la Société ne comportant qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée.

19. Commissaires aux Comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi si la Société remplit les critères réglementaires.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à l'associé unique.

Titre IV - Décisions

20. Décisions des associés

Toutes les décisions qui doivent être prises collectivement dans les Sociétés pluripersonnelles relèvent de la compétence exclusive des associés, sur proposition du Président. Elles concernent :

- les modifications du capital social ;
- le transfert du siège social ;
- la fusion, la scission ou un apport partiel d'actif de la Société ;
- la transformation de la Société en Société d'une autre forme ;
- la nomination des Commissaires aux Comptes ;
- l'arrêté des comptes annuels et l'affectation du résultat ;
- la dissolution de la Société ;
- la rémunération des dirigeants.

Ces décisions font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre spécialement destiné à cet effet.

21. Autres décisions

Toutes les décisions qui ne relèvent pas de la compétence exclusive des associés sont de la compétence du Président.

RC

OA

Titre V - Exercice social – Comptes sociaux – Affectation et répartition des bénéfices

22. Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2018.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

23. Inventaire – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

À la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions des articles L. 123-1 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la Loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du Groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la Loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

L'associé unique approuve les comptes après rapport du Commissaire aux Comptes, si la Société en est dotée, dans le délai de six mois à compter de la date de la clôture de l'exercice. Les associés ne peuvent déléguer ses pouvoirs.

24. Affectation et répartition des bénéfices

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, les associés déterminent la part attribuée sous forme de dividende et prélèvent les sommes qu'ils jugent à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

Re

CA

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par les associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

25. Mise en paiement des dividendes

Les associés peuvent opter pour le paiement d'un dividende ou acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par eux.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de Justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts et, compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Titre VI - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital – Transformation – Dissolution – Liquidation

26. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter des associés de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision des associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société. Il en est de même en cas d'absence de décision des associés.

RC

CA

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

27. Transformation

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme sur décision des associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de Société.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, si la Société en est dotée, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

28. Dissolution – Liquidation

Hors les cas de dissolution prévus par la Loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par les associés.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

Les associés peuvent l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

Lorsque la Société ne comprend qu'un associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social aux associés, sans qu'il y ait liquidation.

Titre VII - Contestations

29. Contestations

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les dirigeants et la Société, soit entre les associés et la Société ou les dirigeants de la Société relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

Titre VIII - Constitution de la Société

30. Nomination du Président

Monsieur Ali CHERIF, né le 11 décembre 1951 à Tunis (TUNISIE), de nationalité française, demeurant : 81 boulevard Richard Wallace – 92800 PUTEAUX est nommé Président de la Société pour une durée indéterminée.

Monsieur Ali CHERIF accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par le Code de commerce et les textes pris pour son application pour l'exercice du mandat de Président.

RL

CA

31. Jouissance de la personnalité morale – Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

1 – La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 – Monsieur Ali CHERIF et Madame Razika CHERIF, associés, ont annexé aux présents statuts l'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société. La signature des statuts emportera reprise desdits engagements par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

En outre, Monsieur Ali CHERIF, associé et Président, agira au nom de la Société en formation jusqu'à son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Ces actes et engagements se trouveront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

3 – Le Président de la Société est, par ailleurs, expressément habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits, dès l'origine, par la Société, après vérification par les associés, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

32. Publicité – Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la Loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président qui est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait en sept (7) originaux,
A Paris
Le 1^{er} Juin 2018

Monsieur Ali CHERIF
« Bon pour acceptation des fonctions de Président »
et signature

Bon pour acceptation des Fonctions de
Président

C. Cherif

[Signature]

EN COURS DE FORMATION**ETAT N° 1****Etat des actes accomplis pour le compte de la Société en formation avant la signature des statuts**

- Ouverture d'un compte bancaire à la Banque CIC, Agence de Paris Champs Elysées le 17 Avril 2018 pour dépôt des fonds constituant le capital social.

Fait en sept (7) originaux,
A Paris
Le 1^{er} Juin 2018



EN COURS D'IMMATRICULATION**ETAT N° 2**

Liste des actes à accomplir après la signature des statuts et avant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés :

- Tous actes commerciaux entrant dans le cadre de l'objet social
- Ouverture d'un ou plusieurs comptes bancaires ou postaux au nom de la Société et fonctionnement de ces comptes
- Signature d'un ou plusieurs contrats de travail
- Signature d'un contrat de location
- Règlement des frais et honoraires de constitution

Fait en sept (7) originaux,
A Paris
Le 1^{er} Juin 2018